

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/32/358
22 novembre 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Point 28 de l'ordre du jour

QUESTION DE CHYPRE

Lettre datée du 21 novembre 1977 adressée au Secrétaire général par le
représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de me référer à une lettre datée du 4 novembre 1977 (A/32/331) adressée à Votre Excellence par le représentant de la Turquie, et où celui-ci vous demande de faire distribuer, en annexe au texte de ladite lettre, un document signé "Le Ministre de la défense et des affaires étrangères de l'Etat fédéré turc de Chypre, Vedat Celik".

Ce document prétend être une réponse à ma lettre du 31 octobre 1977 (A/32/316) mais ne cherche pas même à contester un seul des faits indiscutables qui y sont exposés. Ces faits établissent sans l'ombre d'un doute le caractère illégal et la non reconnaissance quasi unanime de cet état fictif, aboutissement d'une suite de crimes internationaux commis contre la population autochtone de Chypre, laquelle, frappée par des actes d'expulsion équivalant au génocide qui ont fait plus de 200 000 réfugiés, se voit aujourd'hui supplantée, dans ses foyers usurpés, par des immigrants anatoliens importés en masse par la Turquie.

C'est en vain que la Turquie prétend farder cette réalité déplaisante en installant un Etat chypriote turc fictif et en faisant de celui-ci l'instrument aveugle de l'occupation belliqueuse du territoire de Chypre à laquelle elle continue de se livrer; elle n'est pas même capable de répondre de ses activités illégales sur l'île. La Turquie croit apparemment pouvoir passer inaperçue en pleine scène de la tragédie de Chypre; mais cette politique de l'autruche ne peut lui permettre d'éluder la lourde responsabilité qu'elle porte pour ses crimes internationaux. Aucun artifice ne peut faire que les citoyens chypriotes, turcs ou non, aient à répondre des actes commis par les forces d'occupation de l'agresseur. Ces actes sont et demeurent l'objet d'un litige entre deux Etats Membres : la Turquie qui est l'envahisseur et Chypre, qui est la victime de l'invasion.

L'inanité de la prétendue réponse de M. Celik à des accusations concrètes apparaît lorsqu'il s'efforce vaguement de les escamoter sous des étiquettes comme "absurdes et sans aucun fondement" et "dûment consignées dans les documents officiels des Nations Unies", sans d'ailleurs citer la moindre preuve ni la moindre référence à ces prétendus documents officiels.

L'affirmation, qui figure ailleurs dans sa réponse, qu'un accord sur l'échange des populations est intervenu lors de la troisième série des entretiens de Vienne, est fausse et en contradiction directe avec le texte officiel du rapport du Secrétaire général ainsi qu'il ressort des citations ci-après :

"1. Les Chypriotes turcs se trouvant actuellement dans le sud de l'île seront autorisés, s'ils le désirent, à se rendre dans le nord...

2. M. Denktas a réaffirmé, et il a été convenu, que les Chypriotes grecs se trouvant actuellement dans le nord de l'île sont libres d'y rester et que tout serait fait pour leur permettre de mener une vie normale, notamment en ce qui concerne la possibilité de recevoir un enseignement et de pratiquer leur religion, la fourniture de soins médicaux dispensés par leurs propres médecins et la liberté de déplacement dans le nord." 1/

Cet accord a été enfreint par les Turcs qui, au mépris de tout sens des responsabilités ont failli à toutes les obligations qu'il stipulait de leur part en vue d'un retour à une vie normale dans le nord. Pis encore : les 3 000 Chypriotes turcs n'ont pas été sitôt retournés dans le nord que les forces d'occupation turques ont ouvertement violé ledit accord en expulsant systématiquement les Chypriotes grecs qui restaient dans le nord (15 000) par des méthodes cruelles de harcèlement et de terrorisme.

Il est caractéristique, on le sait, des politiques d'agression, de répéter à satiété des affirmations controuvées en sachant fort bien qu'elles sont fausses, et l'agression contre Chypre en fournit une fois de plus la preuve. Le désir de créer la confusion qui inspire ces affirmations révèle à un degré inquiétant des symptômes d'irresponsabilité et d'indifférence à la vérité et à la raison par quoi la discussion se vide de tout sens. Sous l'effet de telles pratiques, le tissu même de la communication entre êtres humains est dangereusement prêt de se défaire.

Il n'est désormais que trop évident qu'une négociation intercommunale par voie de pourparlers ne saurait avoir de sens que si elle est menée "librement" comme le stipule expressément la résolution 32/15 de l'Assemblée générale. Que des pourparlers et des négociations puissent se dérouler tandis que les forces turques d'occupation poursuivent leurs activités d'oppression et font de leur mieux à force de faits accomplis illégaux pour réduire à néant les intentions mêmes de la négociation est absolument inconcevable. L'inanité des négociations qui se déroulent depuis plus de deux ans apparaît maintenant au grand jour.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre en tant que document de l'Assemblée générale au titre du point 20 de l'ordre du jour.

Le représentant permanent de Chypre
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Zenon ROSSIDES, ambassadeur

1/ Documents officiels du Conseil de sécurité, trentième année, Supplément de juillet, août et septembre 1975, document S/11789, annexe.